

PORTRAIT



CÉDRIC PHILIBERT, UNE «ABSTRACTION» QUI REMPLIT UNE VIE

Cédric Philibert, administrateur principal à la Division de l'efficacité énergétique et de l'environnement de l'Agence internationale de l'énergie depuis janvier 2000, se destinait plutôt au journalisme. Originaire de Grenoble, il passe un baccalauréat scientifique puis entre à Sciences Politiques. Premier indice de sa future vocation, il y rencontre Jean-Marie Martin, qui est son professeur et dirige un institut d'étude des politiques énergétiques.

Le rapport du Club de Rome sur les limites de la croissance, les articles de Michel Bosquet, alias André Gorz, dans *l'Observateur*, ont éveillé son intérêt pour l'écologie. A cette époque, explique-t-il, *«je n'étais pas un fou de nature, un birdwatcher ou un randonneur, comme certains de mes amis»*.

Trois événements vont l'entraîner au sein de la «bataille écologique». Un jeune garçon se fait écraser sur la nouvelle voie rapide de Grenoble, que les collégiens doivent traverser faute de passerelle pour rejoindre leur établissement. Ensuite, la menace de la création d'une carrière sur la colline verte, «le poumon vert» de Grenoble, que les jeunes écologistes occupent avec succès. Enfin le lancement du programme nucléaire français, avec la construction de la centrale de Creys-Malville, dans l'Isère

Journaliste scientifique

En 1977, Cédric Philibert se lance dans un journalisme plutôt militant à *La Gueule ouverte*, l'hebdomadaire écologique de *Charlie Hebdo*, en Saône-et-Loire. Il lance également la première radio libre, *Radio Active*. C'est alors la grande époque du mouvement anti-nucléaire français et il est l'un des organisateurs de la manifestation de juillet 1977 à Creys-Malville. Il a, depuis, largement modifié ses idées sur le nucléaire. *«Il faut accepter les faits qui contredisent les opinions»*, dit-il aujourd'hui. Sans regrets : *«Le mouvement a été utile en poussant à plus de transparence et, finalement, de sécurité»*.

En 1980, il vient à Paris et travaille pour *Libération* où il est chargé de la rubrique Ecologie. L'année

suivante, il participe à la campagne présidentielle de Brice Lalonde qu'il a connu au sein des Amis de La Terre.

Ensuite il fait des piges, pour *Géo*, pour *Cà m'intéresse* et pour *l'Express*. Il écrit notamment en octobre 1984 pour *Géo* le premier papier sur l'effet de serre mais, commente-t-il, *«cela paraissait une perspective lointaine»*, du style *«un jour il faudra qu'on s'occupe de ça»*. Il dit avoir toujours eu un véritable intérêt pour la science et les journaux scientifiques qui, plus souvent que le reste de la presse, annoncent des bonnes nouvelles - des découvertes riches de promesses. Un côté positif *«très bon pour le moral»*.

Incursions dans la politique

Cédric Philibert est candidat écologiste aux municipales, à Grenoble en 1977. Sa liste fait 10%. Il fera à peu près le même score lors de sa dernière tentative, toujours en Isère, aux législatives de 1993... Entre-temps, en mai 1988, Michel Rocard, alors Premier ministre, nomme Brice Lalonde ministre de l'Environnement et ce dernier l'appelle comme chargé de mission. Ses dossiers : l'effet de serre et l'environnement urbain. Il est également *«la plume du ministre»* pour certains discours.

Mais au début 1990, le ministre amorce un virage très *«politique»*. Cédric Philibert quitte le cabinet pour aider Yves-Bruno Civel au démarrage de la Fondation Energies pour le Monde, puis entre dans un cabinet de consultants où il est chargé de l'environnement. En 1992, à la création de l'Ademe, il est recruté par le président de l'époque, Michel Mousel, et le directeur général, Vincent Denby-Wilkes, comme *«directeur du programme prioritaire air/effet de serre»*, aboutissement d'un intérêt constant pour les effets environnementaux des diverses énergies.

Climat de confiance

Durant cette période, il gère la taxe parafiscale sur la pollution atmosphérique, et s'intéresse au changement climatique. Il suit les travaux du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat et les négociations internationales qui allaient conduire au protocole de Kyoto. *«Lorsque les États-Unis ont proposé les permis d'émissions,*

j'ai été un des premiers en France à trouver cela intéressant. Dans certains ministères, on m'a regardé de travers».

En 1998, Pierre Radanne, qui remplace Michel Mousel, propose de le «mettre à disposition» du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Son patron d'alors, l'économiste égyptien Hussein Abaza, lui demande «comment les permis d'émission peuvent être utiles aux pays en voie de développement ?» En y réfléchissant, Cédric Philibert trouve sa «seule idée vraiment originale : les engagements non-contraignants. On n'a pas forcément besoin d'un objectif contraignant et fixe pour participer aux échanges de permis d'émissions !».

Cédric Philibert apporte alors l'idée à l'OCDE, lors d'un forum organisé en mars 1999, et à l'AIE. Mais le PNUE décide de ne pas pousser plus avant cette innovation «qui n'a pas encore été négociée». Cédric Philibert fait part de sa déception au directeur de l'Ademe, François Démarcq, qui lui suggère alors de rejoindre l'AIE.

L'AIE, le meilleur vecteur pour convaincre

Cédric Philibert fait partie d'une équipe de 18 personnes que dirige Rick Bradley. Il est chargé de travailler à l'après 2012. Conférences, «workshops», papiers d'analyse, publications... Une bonne partie du travail est présenté aux Conférences des Nations unies sur les changements climatiques, certains documents sont d'abord destinés aux négociateurs des pays industriels membres du sibyllin «groupe des experts de l'Annexe-I».

Il n'a de toute façon jamais cessé d'écrire. Il a publié en 1990 deux livres, un sur le changement climatique : «La terre brûle-t-elle ?», un autre (avec Alain Liébard et Michel Rodot) sur les énergies renouvelables : «Du neuf sous le soleil». Puis des livres en anglais édités par l'AIE : «Beyond Kyoto», en 2002, avec Jonathan Pershing, et «Act Locally Trade Globally» fin 2005, avec Richard Baron (cf. *Enerpresse* n°8983-8984). Et toujours des articles pour *Esprit*, *Alternatives économiques*, *Climate Policy* et *Energy Policy*, entre autres. Certains sont disponibles en ligne, en français ou en anglais, sur le site de l'AIE (www.iea.org) ou sur le sien (<http://philibert.cedric.free.fr>).

Depuis deux ans, il s'intéresse en outre d'un peu plus près au changement technologique, ce qui lui permet de travailler sur une de ses marottes : l'énergie solaire, et notamment les grandes centrales thermodynamiques. «Des projets renaissent en Espagne et au Nevada».

En ce qui concerne l'avenir de la planète, C. Philibert se dit «moins pessimiste» depuis Montréal, ceci du fait de l'attitude des pays en développement. Depuis trois ans, ils faisaient bloc avec les États-Unis pour éviter l'ouverture d'un dialogue sur l'après-2012 - fin de la première période du protocole de Kyoto. A Montréal pourtant, en décembre dernier, ils se sont rapprochés de l'Union européenne, du Canada et du Japon, acceptant de lancer la discussion. «Certaines de nos idées sont en train de passer, d'autant que notre directeur exécutif, Claude Mandil, les évoque dans tous ses discours. Son expression 'une carotte, mais pas de bâton pour les pays en développement', qui résume l'idée des engagements non contraignants, a fait florès à Montréal». C. Philibert estime que «venir à l'AIE a été la chance de ma vie ; j'y ai trouvé une caisse de résonance fabuleuse».

D'autres concepts restent encore incompris de beaucoup. Par exemple, l'idée d'un prix plafond sur les permis d'émissions. Le problème, c'est la gestion des incertitudes. On ne peut savoir à l'avance ce que donneront le nucléaire, le solaire, les nouvelles technologies. Il faut donc avoir un système plutôt souple, avec des objectifs ambitieux et un prix plafond, qui garantit que chacun agit mais ne garantit pas le niveau d'émissions à court terme. «Le changement climatique est un problème de long terme: il faut favoriser l'ambition des objectifs plus que la certitude de leur pleine réalisation», explique-t-il. Les Européens sont plus ouverts depuis que Kyoto est entré en vigueur mais le concept de prix plafond est encore difficile à accepter. «Il nous faut mieux expliquer la nécessité d'un système flexible dans le temps. Le message n'est pas complètement passé, je veux écrire encore là-dessus».

C. Philibert se définit comme un scientifique mais aussi un communicant. Il est aussi un des relecteurs des travaux du GIEC. Sinon, il lit des ouvrages historiques et économiques et se consacre à sa marotte intellectuelle : le taux d'actualisation dans l'analyse du changement climatique, qui a donné lieu à plusieurs publications.

Il a trois filles de 5, 12 et 15 ans, auxquelles il voudrait bien qu'on laisse un monde «encore vivable, et beau», skie un peu chaque année et avoue un «faible pour l'Opéra»... et le festival lyrique de Belle-Île quant vient l'été.

En ce qui concerne l'avenir, Cédric Philibert veut poursuivre son travail sur le changement climatique. Bien sûr, dit-il, sa production est purement intellectuelle, et il envie parfois celui ou celle qui peut observer un résultat concret de son action - un couloir de bus, une éolienne, une tomate «bio». Mais sa forme d'esprit le pousse à l'abstraction. Les problèmes qui l'intéressent requièrent des solutions «locales et globales» - et pour cette dernière dimension les organisations internationales sont irremplaçables. *«Trouver des formules d'action qui conviennent à tous sur cette petite planète»*, conclut-il, *«cela peut remplir une vie, non ?»*.

Crédit photo : Valérie Bocage

Françoise Marie, pour le BIP et Enerpresse